

dans le discours du trône? On n'y trouve rien qui soit susceptible de régler les problèmes de l'heure ou de maintenir le rythme d'expansion économique extraordinaire que le Canada a connu en 1962 et qui se continue encore aujourd'hui.

Que dire de l'agriculture? Le gouvernement se propose de diviser le ministère actuel. «L'Est est l'Est et l'Ouest est l'Ouest et ce n'est qu'au cabinet qu'ils se rencontreront.» Quelle idée! On va diviser l'étude d'un problème qui intéresse l'ensemble du Canada. Au début, le gouvernement n'avait pas l'intention de mettre le ministre de l'Agriculture de l'Est sur le même pied que son collègue de l'Ouest; il se proposait d'en faire un simple ministre d'État mais il s'est ravisé; les deux ministres seront égaux. Qui prendra les décisions? Qui aura voix prépondérante lorsque le gouvernement sera aux prises avec des problèmes concernant les droits des cultivateurs tant de l'Est que de l'Ouest? Quelle aide le gouvernement va-t-il accorder à l'agriculture? Aurait-il oublié cette question? Je ne trouve rien d'autre que des généralités dans le discours du trône. Il ne renferme rien au sujet des nouveaux programmes que le gouvernement avait promis d'instaurer afin de stabiliser l'ensemble de l'industrie agricole. Le discours du trône n'annonce aucune mesure visant à élargir nos débouchés commerciaux. On devait accorder une attention spéciale aux produits laitiers. Après avoir ridiculisé et avili notre politique à cet égard, les honorables vis-à-vis donnent suite à nos programmes maintenant qu'ils sont au pouvoir. Sont-ils, oui ou non, d'avis qu'il y a lieu d'élargir la portée des crédits visant l'exportation des produits agricoles, d'établir un programme spécial d'aide aux agriculteurs de l'Est en ce qui a trait à l'entreposage et aux provendes et de continuer à encourager une meilleure utilisation et une meilleure conservation des terres, par l'intermédiaire de l'ARDA? Admettent-ils ou non que les produits excédentaires doivent être mis à la disposition de la banque mondiale de vivres? Autant de choses que nous aimerions bien savoir. Lisez le discours du trône. Il est remarquable par sa concision; il l'est également par la pauvreté des programmes qu'il renferme.

Que dire de l'économie? J'ai exprimé mon admiration pour le discours prononcé par l'honorable député de Northumberland (M¹¹⁰ Jewett). Elle a parlé avec facilité, sans effort. Elle a manifesté beaucoup plus de confiance dans nos vis-à-vis que nous n'en avons nous-mêmes, on le comprendra. Elle a signalé qu'il fallait mettre l'économie en branle. Voilà l'un des meilleurs exemples de la mystique libérale, remettre l'économie en branle. J'ai l'intention de parler, en général,

de ce que nous avons fait à cet égard, de la voie que nous nous étions tracée, des mesures que nous avons prises, et qui nous ont valu d'être tournés en ridicule, et des répercussions qu'elles ont eues sur l'économie canadienne, afin de réfuter une fois pour toutes cet argument spécieux.

Les libéraux ont hérité d'une économie florissante. Elle l'est restée par suite des mesures que nous avons prises et elle a même marqué un progrès inégalé dans le reste du monde occidental. Ils parlent de remettre l'économie en branle. Or, M. Arthur J. R. Smith, directeur des recherches du comité canado-américain, a déclaré à Toronto le 27 avril: «La tâche de la nouvelle administration libérale n'est pas de remettre l'économie en branle, mais de la garder ainsi.»

Peut-être pourrais-je signaler quelle était la situation lorsque nous sommes arrivés au pouvoir. Le premier ministre (M. Pearson) l'a fort bien résumée en disant, lors d'un discours prononcé à la Chambre en 1957, que nous prétendions avoir hérité de recettes en baisse, ce qui était vrai, d'un revenu national amenuisé, et c'était le cas; d'une économie périlante, ce qui était un fait; ainsi que d'une expansion nationale au point mort et de débouchés à l'étranger disparus ou en voie de disparition. Voilà quel était le tableau en 1957. Chaque partie du monde occidental a connu depuis ce temps-là un marasme économique plus ou moins grave.

Le président du conseil a été l'un de ceux à déclarer que l'économie était fort dynamique. J'ai le texte du discours qu'il a prononcé à ce sujet et où il déclare que l'économie était florissante à l'été de 1962, alors qu'à la même époque on entendait, dans tous les coins du Canada, des litanies contrastantes déplorant la situation économique; aujourd'hui les membres du gouvernement prétendent avoir recueilli une économie ruinée. Une attitude semblable est une pratique odieuse de déception politique qui s'efforce d'amener les gens à penser que le pays a régressé. C'est là un mythe provenant d'une doctrine à base de désespoir consommé.

Je vais revoir brièvement la situation au pays et montrer ce dont les libéraux ont hérité quand ils ont pris le pouvoir, afin de répondre aux allégations sans fondement qu'on fait si souvent et qui ne tiennent pas compte de la réalité. Le découragement des libéraux en ce qui concerne l'économie canadienne s'est transformé en optimisme que les journaux ou, du moins, leurs chroniques financières propagent. Voici quelques titres parus récemment dans le *Star* de Montréal: «L'acier atteint de nouveaux sommets»; dans le *Financial Post*: «Tout indique qu'en 1963 les touristes canadiens parcourront un nombre

[Le très hon. M. Diefenbaker.]